

Réponse de l'UNIDEN à la consultation de publique N°2020-15 du 1er octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

L'UNIDEN souhaite avant tout rappeler l'importance d'une stabilité et d'une visibilité dans le temps des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

En effet ces tarifs sont tout à fait importants pour de très nombreux industriels électro-intensifs, dans la perspective notamment de leurs futurs investissements dans l'électrification de leurs procédés.

Les propositions de la CRE d'augmenter très significativement les coefficients de puissance de la grille tarifaire « courte utilisation » (multiplication par 4) et des termes « énergie » en heures creuses des grilles tarifaires « moyenne et longue utilisation » (multiplication respectivement par 2,8 et 1,6) vont à l'encontre de cette nécessaire stabilité et leur impact serait particulièrement lourd.

Les propositions de la CRE se traduisent en effet par un changement très marqué qui va à l'encontre des orientations retenues jusqu'à présent, qui privilégiaient clairement l'encouragement des profils plats et anticycliques.

L'UNIDEN demande ainsi le respect des orientations antérieures, particulièrement nécessaire dans le contexte de crise sanitaire et économique que nous connaissons.

Par ailleurs, dans ce contexte, il nous semble prioritaire de revisiter de façon approfondie tous les projets d'investissement dans le réseau, au profit des seuls investissements strictement nécessaires, afin de limiter les coûts pour les consommateurs. Il est en effet indispensable de disposer de plus de visibilité avant de lancer des investissements coûteux qui pourraient s'avérer superfétatoires, sachant que rien n'indique que l'évolution de la demande électrique sur tous les segments de consommation sera, une fois passée la crise sanitaire, la même qu'estimée antérieurement, ce qui pourrait impacter sensiblement les besoins d'investissement sur le réseau de transport. Cette nécessaire réévaluation des investissements dans le réseau - inspirée par le seul souci de prudence - devra ainsi permettre de limiter fortement la hausse du TURPE pour les consommateurs impactés par la crise sanitaire puis économique qui devrait marquer très profondément l'année 2020 et les suivantes.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB?

L'UNIDEN accueille favorablement les principaux enjeux identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB. Dans un contexte où la hausse des besoins d'investissement sur le RPT pourrait être remise en cause, l'UNIDEN salue la proposition de la CRE de travailler à une maîtrise de la hausse des coûts. Celle-ci doit être justifiée et limitée au strict minimum.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en oeuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 14 : Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 15 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 28 : Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} janvier 2025 ?

Dans le contexte économique actuel, il est indispensable de maîtriser au plus juste la trajectoire d'investissements dans le RPT pour la rendre supportable par la collectivité.

L'UNIDEN appelle donc à une réévaluation de cette trajectoire d'investissements à l'aune de la crise sanitaire et économique sans précédent que nous vivons.

Ainsi, la CRE devrait-elle questionner les montants des investissements de RTE et s'assurer qu'ils sont bien maîtrisés et qu'ils sont le reflet d'un opérateur efficace et raisonnable.

Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 32 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur cette question.

Question 33 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

L'élaboration du TURPE 6 HTB se fait dans un contexte marqué par un important besoin d'investissements tel qu'estimé par RTE, qui sous-tend la demande faite à la CRE d'une augmentation tarifaire visant à lui permettre de continuer à assurer pleinement ses missions. Cela correspond à une demande d'évolution tarifaire de 6,25% chaque année.

L'UNIDEN salue le travail de la CRE visant à maîtriser la hausse en proposant une fourchette haute à 5,1% et basse à 1,5%.

Cependant l'UNIDEN, questionne la méthodologie qui conduit la CRE à proposer des trajectoires d'évolutions tarifaires très différentes entre les différents acteurs.

Alors que les différents secteurs industriels seraient impactés par des hausses allant de 1,5% à 5%, il est proposé une baisse de -0.3% pour la distribution (alors même que la facture globale des réseaux de distribution génère 90% des recettes de soutirage de RTE).

L'UNIDEN appelle donc la CRE à une plus juste répartition des efforts demandés, le profil des industriels concernés par le tarif de transport étant principalement plat ou anticyclique. Une augmentation plus importante que celle qui serait appliquée aux autres secteurs ne paraît pas justifiée à cet égard.

Question 34 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

L'apport des industriels qui ont des profils plats et anticycliques est particulièrement important pour maintenir la stabilité du réseau et offrir, le cas échéant, une flexibilité en cas de surplus de production ou en cas de menace sur la sécurité d'approvisionnement.

En effet, par son profil plat ou anticyclique, la consommation industrielle permet de maintenir en service un certain nombre d'outils de production pilotables et par conséquent rend possible la mobilisation rapide de ces derniers en cas de besoin.

En outre, par leur participation active à des dispositifs absolument nécessaires à l'équilibrage très court-terme du réseau (interruptibilité, réserve primaire, réserve secondaire, réserve tertiaire, mécanisme d'ajustement, etc.), les industriels sont en mesure d'apporter au meilleur coût - à la fois économique et environnemental - la flexibilité dont le réseau a besoin en cette période de profonde mutation.

Il est donc essentiel de préserver la forme générale la structure tarifaire actuelle, qui va de pair avec le niveau et le dispositif d'abattement du TURPE pour les industriels dont les profils sont particulièrement plats ou anticycliques, de même que les dispositifs de rémunération de la flexibilité.

Question 35 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

Sur la base du tarif applicable au 1^{er} août 2020, le tarif de la composante de gestion s'élève à 8855,889 €/ an pour le HTB. La CRE propose un nouveau tarif à 9403,80 €/an, soit une hausse de 6% en un an. Cette augmentation n'est pas en phase avec l'objectif de maîtrise des coûts pour le consommateur final.

La CRE justifie cette proposition par une différence importante entre les charges de gestion supportées par RTE (37 M€ par an pour la période 2015-2018) et les revenus issus de cette composante sur cette même période, soit 31 M€ par an.

Au regard du montant significatif de ces charges pour RTE (environ 2% des charges nettes de fonctionnement), l'UNIDEN propose d'assigner des objectifs incitatifs à RTE afin de maîtriser au plus juste le montant de ces charges.

Question 36 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

L'UNIDEN est favorable à cette proposition.

Question 37 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?

Concernant l'option tarifaire Courte Utilisation

En réponse à la quatrième consultation du 19 mars 2020, l'UNIDEN avait souligné l'impact très défavorable des nouvelles grilles tarifaires. L'option « courte utilisation » était particulièrement impactée.

Pour rappel, selon nos simulations, le surcoût annuel du TURPE pour un site industriel dont la puissance souscrite est de 100 MW et qui dispose d'un outil de production de capacité équivalente qui produit toute l'année (production fatale subie) sauf pendant les périodes de maintenance de l'outil de production (15 jours en avril et octobre) serait de l'ordre de 600 k€ / an.

Site en Courte Utilisation - HTB1	Terme Puissance 100MW (€/an)	Terme Energie* (79GWh/an)	CTA (hors terme annexe) (€/an)	Total avant abt TURPE - (€/an)	Total après abt TURPE 50% - (€/an)
TURPE 5 En vigueur	245 000	851 940	26 360	1 123 300	561 650
Proposition TURPE 6 de Mars 2020	1 166 000	425 720	119 749	1 711 469	855 735

L'UNIDEN a donc répété l'exercice avec la nouvelle proposition de grille tarifaire. Celle-ci montre une baisse du terme « puissance », qui est cependant intégralement compensée par une hausse du terme « soutirage » sur les heures creuses d'été et hiver. En coût complet, cette nouvelle grille tarifaire aggrave encore la situation : 862 014 €/an avec la grille tarifaire de la présente consultation par rapport aux 855 735 €/an de la consultation de mars 2020, soit une hausse de 53% par rapport au TURPE 5 en vigueur.

Site en Courte Utilisation - HTB1	Terme Puissance 100MW (€/an)	Terme Energie* (79GWh/an)	CTA (hors terme annexe) (€/an)	Total avant abt TURPE - (€/an)	Total après abt TURPE 50% - (€/an)
TURPE 5 En vigueur	245 000	851 940	26 360	1 123 300	561 650
Proposition TURPE 6 Mars 2020	1 166 000	425 720	119 749	1 711 469	855 735
Proposition TURPE 6 Octobre 2020	973 000	650 850	100 179	1 724 029	862 014

Aussil'UNIDEN renouvelle-t-elle sa demande de report de cette proposition de modification de la grille tarifaire TURPE 6 pour l'option tarifaire « courte utilisation ».

Concernant les options tarifaires Longue et Moyenne Utilisation

Les grilles tarifaires actuellement en vigueur intègrent une différenciation temporelle importante entre la pointe et les heures creuses d'été. Elles envoient ainsi un signal cohérent de maîtrise de la pointe en incitant les acteurs à soutirer sur les périodes moins tendues pour le réseau.

Or, dans sa nouvelle proposition, la CRE propose une nouvelle grille tarifaire qui s'inscrit à rebours de la démarche vertueuse initiée par les précédentes versions du TURPE. En effet le tarif de soutirage en période de pointe serait fortement abaissé (division par deux) alors que le tarif de soutirage en période creuse sensiblement augmenté (multiplication par 1,3 à 3).

Terme Energie HTB1-LU		HP	HPH	HCH	HPE	HCE
En vigueur jusqu'au 31/07/2020	€/MWh	14,3	10,5	6,2	4	1,5
Proposition CRE dans la délibération d'Octobre 2020	€/MWh	6,3	6,1	5,1	5,1	4,3
Evolution	%	44%	58%	82%	128%	287%

Terme Energie HTB1-MU		HP	HPH	HCH	HPE	HCE
En vigueur jusqu'au 31/07/2020	€/MWh	17,5	13,9	8,1	5,9	4
Proposition CRE dans la délibération d'Octobre 2020	€/MWh	15,4	13,8	12,4	8,6	6,4
Evolution	%	88%	99%	153%	146%	160%

Cette proposition va à l'encontre de deux des principales orientations de la politique énergétique concernant le réseau de transport :

- La contribution des tarifs à la réduction de la consommation en période de pointe ;
- Le besoin d'encourager le gestionnaire de réseau à mettre en œuvre des solutions permettant d'apporter de la flexibilité au système électrique sans pour autant empêcher la réalisation des investissements nécessaires à la transition énergétique.

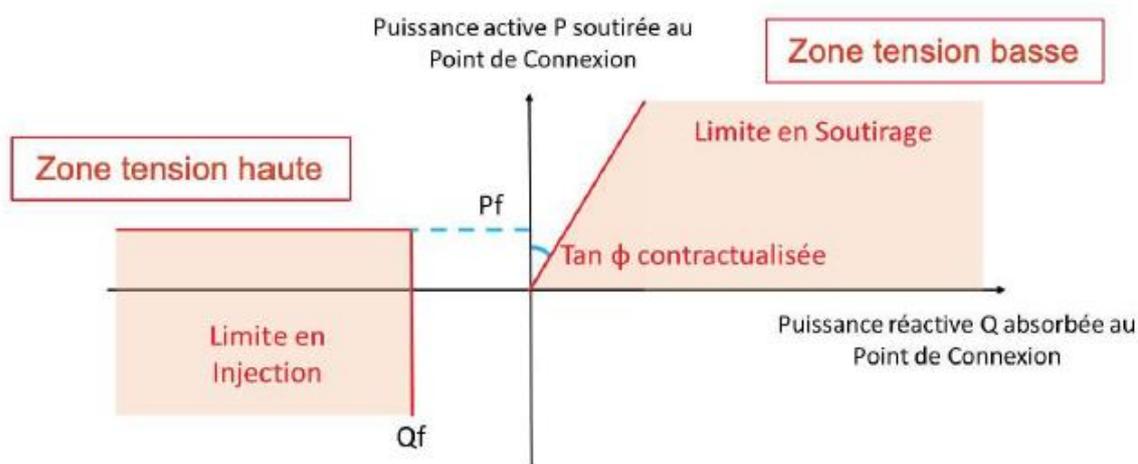
Dès lors L'UNIDEN, attachée à la visibilité et à la stabilité à long terme des tarifs, considère que cette proposition tarifaire n'envoie pas les bons signaux aux acteurs et ne respecte pas les grandes orientations de la politique énergétique appliquée au transport d'électricité et qu'elle doit donc être revue.

Question 38 : Êtes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

l'UNIDEN est favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour le domaine de tension HTB 2 et HTB 1.

Question 39 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

La nouvelle proposition vient facturer le soutirage d'énergie réactive au pas horaire et introduit une nouvelle composante sur l'injection de réactif :



Question 40 : Êtes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?

Le CRE propose de porter le terme d'injection en HTB 3 et 2 à 0,23 € / MWh, cette composante étant actuellement de 0,20 €/MWh.

Cependant dans sa consultation publique du 9 juillet 2020 relative aux signaux économiques envoyés aux producteurs d'électricité, la CRE note « A l'heure actuelle, une composante d'injection existe mais elle ne s'applique qu'aux injections sur les niveaux de tension HTB 3 et HTB 2. Elle s'élève à 0,20 €/MWh et génère des recettes de 97 M€/an en moyenne sur TURPE 5. Elle est calculée pour couvrir les coûts des pertes liées aux échanges aux frontières et au mécanisme ITC (Inter-TSO Compensation).

Elle n'est toutefois différenciée ni dans le temps ni selon la localisation, et n'envoie donc aucun signal temporel ou géographique aux producteurs. En outre, ce signal ne s'applique qu'à la production centralisée, raccordée en très haute tension, alors même que les nouveaux projets de production centralisée représentent une faible proportion des capacités qui seront installées d'ici 2035 (l'éolien en mer essentiellement), et que l'enjeu principal de tarification de la production porte sur la production décentralisée. »

Toujours dans le cadre de cette consultation, la CRE propose des modifications majeures de la facturation du terme injection (différentiation géographique et horo-saisonnalisée en fonction du type d'installation).

L'UNIDEN est attachée aux principes de visibilité et de stabilité, aussi propose-t-elle de suspendre toute modification du terme injection en HTB 3 et HTB 2 dans l'attente d'une refonte plus globale du terme.